

La droite tire à boulets rouges sur la gestion des villes roses

MUNICIPALITÉS

L'UMP dénonce la hausse de la fiscalité et les promesses non tenues.

« NOUS ne sommes pas des revanchards. Nous voulons définir des perspectives... » Le député UMP Jacques Domergue, tête de liste battue à Montpellier en 2008, marque la nuance. Il dénonce, certes, mais se veut « constructif ». Hier, les leaders de l'opposition de droite dans quatorze des vingt premières villes de France ont présenté un premier *Livre noir des villes de gauche*.

La démarche vise à montrer qu'il existe désormais une coordination entre les équipes d'oppositions de droite. Il s'inspire du *Livre noir des régions* édité par Roger Karoutchi, président du groupe UMP au conseil régional d'Ile-de-France. Sa publication est prévue tous les deux ans jusqu'aux prochaines municipales de 2014.

Premier grief : l'explosion de la fiscalité. Selon le livre noir, « les taux varient de 1 % à Lille à 9 % à Grenoble ou Paris ». La plupart des villes socialistes sont concernées, à l'exception de Toulouse, Strasbourg ou Angers, qui n'augmentent que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Certes, Nice, dirigée

par l'UMP Christian Estrosi, est la ville où l'augmentation de la taxe d'habitation est la plus forte (17,7 %). Mais, avance Jacques Domergue, « Christian Estrosi a hérité d'une ville qui était gérée par un ancien du Front national », en l'occurrence Jacques Peyrat, qui avait pourtant rallié le RPR, puis l'UMP, dès son élection, en 1995. « À Nice, ajoute Domergue, cette augmentation servira à l'investissement local alors que dans la plupart des villes socialistes la pression fiscale permet de créer un rapport de forces avec l'État. » Jacques Domergue, qui s'insurge contre « le principe socialiste absolument faux » selon lequel l'augmentation massive des impôts serait le fruit « du désengagement de l'État », regrette aussi que les conseils municipaux soient le lieu « d'attaques systématiques contre le gouvernement, de dépôts de vœux hostiles, certes pieux, mais qui mobilisent l'opinion ».

Positions « idéologiques »

Dans ce registre, l'ancien maire UMP de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, pointe du doigt le « refus systématique » du maire PS, Pierre Cohen, d'appliquer le service minimum d'accueil des enfants à l'école (SMA) lors des grèves. « Une

opposition politique, insiste-t-il, couplée à un refus de permettre la mise en œuvre du soutien scolaire sous prétexte qu'il s'agit d'une initiative du gouvernement. » Des positions « idéologiques », Moudenc en observe aussi dans des détails qui « virent à la mesquinerie » lorsque « les écoles maternelles sont exclues d'un concours municipal sous le prétexte qu'elles sont du privé... »

Il dénonce encore « les promesses de campagne non tenues » comme la gratuité dans les transports pour les jeunes, « transformée en une augmentation de 14,3 % du tarif, pour tous ». À Strasbourg, Fabienne Keller a publié son propre guide pour « marquer avec humour la première année » de la nouvelle équipe du maire PS

Roland Ries, surnommé « le coucou, pour sa propension à s'approprier nos projets ».

Mais Jacques Domergue se veut « réaliste ». « Ces villes seront difficiles à reprendre, car la sociologie des centres-villes a changé, passant d'une bourgeoisie classique à une catégorie bobo de gauche plus ou moins friquée. » Et pour Domergue, « les maires deviennent quasiment des maires d'arrondissement ». Désormais, « l'échelle sur laquelle il faut se concentrer, c'est la communauté d'agglomération ». Il espère que la future réforme territoriale permettra de revoir leur mode de désignation. « Il n'est pas normal, explique-t-il, que la seule ville de Montpellier prenne 50 % des voix alors que l'agglomération est à droite... »

SOPHIE DE RAVINEL

Hausse de 5,1 % des taux dans les grandes villes françaises

■ 2009 sera funeste pour le contribuable local. Dans les quarante plus grandes villes françaises, qui regroupent près de 10 millions d'habitants, les taux de la taxe d'habitation et des taxes foncières grimperont, en moyenne, de 5,1 %. Soit une augmentation de 7,6 % de la facture pour les ménages, une fois prise en compte la revalorisation des bases locatives. Parmi les champions de la hausse du taux pour les ménages, on trouve une intercommunalité de

droite, Nice (+ 14,8 %), et deux de gauche, Argenteuil (+ 13,9 %) et Grenoble (+ 12,9 %). Cette enquête, menée par l'association Le Forum pour la gestion des villes, se fonde sur les taux votés. Néanmoins, l'Association des maires de grandes villes de France estime que la hausse des taux sera plutôt de 3,8 % en 2009. Ce sera toujours plus que lors des cinq dernières années, où l'augmentation ne dépassait pas 1,5 %.

C. C.